



Coronavirus: la France avance vers une épidémie "inexorable"

Paris, 5 mars 2020 (AFP) -

La France avance vers une épidémie "inexorable" a prévenu jeudi Emmanuel Macron après un nouveau bond des contaminations au coronavirus, avec 138 nouveaux cas détectés jeudi et un total de 7 morts depuis janvier.

"Il y a un moment où, nous le savons tous (...) une épidémie est de toutes façons inexorable", a déclaré le chef de l'Etat qui a reçu une vingtaine de spécialistes à l'Elysée pour "essayer de stopper l'arrivée, ensuite pour ralentir" la propagation de la maladie, qui touche désormais toutes les régions de France.

Selon le Pr Jean-François Delfraissy, spécialiste des maladies infectieuses qui participait à la réunion, le passage de la phase 2, en cours actuellement, à la phase 3 - celle de l'épidémie, qui imposera des restrictions plus contraignantes - interviendra "entre quelques jours et une ou deux semaines".

Au total, 423 personnes ont été contaminées sur le territoire français, dont 138 nouveaux cas confirmés et trois nouveaux décès rapportés, qui portent à sept le bilan total des personnes décédées, a indiqué jeudi soir Jérôme Salomon, directeur général de la Santé.

Parmi les personnes malades, 23 sont dans un état grave et hospitalisées en réanimation, soit huit de plus que la veille, a-t-il précisé.

Il s'agit de la plus forte augmentation de cas et de décès en une journée depuis le début de la crise.

Un député LR du Haut-Rhin est hospitalisé pour des signes de contamination au coronavirus, ont indiqué des sources parlementaires à l'AFP jeudi soir, confirmant une information du JDD. Sa contamination n'est pas avérée à ce stade.

Les treize régions métropolitaines sont désormais touchées, a encore souligné M. Salomon, ainsi que la Guadeloupe et la Guyane en Outre-mer. Seuls la Martinique, Mayotte et la Réunion sont exempts de cas avérés.

L'Oise, avec 105 cas, présente le regroupement le plus important du territoire. Au moins deux des trois nouvelles victimes décédées étaient liées à Crépy-en-Valois, où avait été enregistré le premier décès d'un patient français, a précisé l'Agence régionale de santé (ARS).

- Restrictions confirmées -

La France est l'un des principaux foyers du virus en Europe, avec l'Italie et l'Allemagne.

Les deux dernières régions restées à l'écart de la contamination, la Corse et le Centre-Val de Loire, ont rapporté leurs premiers cas. Pour la plupart, les personnes nouvellement confirmées positives, jusqu'en Guyane, avaient participé au rassemblement d'une église évangélique de Mulhouse entre le 17 et le 24 février, lors duquel une agente de la RATP a été également infectée, premier cas avéré au sein de la Régie.

A ce stade, la France reste en phase 2. Des restrictions collectives, décidées le week-end dernier - et interdisant en particulier les rassemblements de plus de 5.000 personnes en milieu clos - ont été confirmées dans un arrêté paru jeudi.

Le marathon de Paris, prévu le 5 avril avec environ 60.000 inscrits, est reporté au 18 octobre, a indiqué jeudi l'organisateur Amaury Sport Organisation (ASO).

La phase 3, quand elle sera décrétée, impliquera, entre autres : suspension de transports en commun, restriction des rassemblements et fermetures d'écoles, soit un ensemble de mesures qui auront un impact important sur la vie quotidienne.

Le gouvernement a déjà réquisitionné les stocks et la production des masques de protection et entend contrôler l'inflation des prix des gels hydroalcooliques, suggérant aux producteurs 3 euros les 100 ml.

- Coût économique -

Pour l'heure, le report des municipales (15-22 mars) n'est pas à l'ordre du jour. Mais de nombreuses annulations d'événements ont déjà été annoncées, comme le MIPTV à Cannes, deuxième plus grand événement mondial dédié aux professionnels de la télévision prévu du 30 mars au 2 avril.

L'effet du virus pèse déjà lourd sur les entreprises. La ministre du Travail Muriel Pénicaud a indiqué que 400



entreprises avaient demandé des mesures de chômage technique pour 6.000 salariés, principalement dans le tourisme et la restauration.

Les voyagistes ont d'ailleurs demandé à être reçus "de manière urgente" par le gouvernement. Ils constatent "une baisse de l'activité en février de près de 25%, avec une décroissance accrue lors de la dernière semaine (-60%) et un risque majeur d'annulations et de reports sur les commandes enregistrées" indiquent-ils dans un communiqué.

Jeudi, une "bonne centaine" d'écoles, collèges et lycées restaient fermés, essentiellement dans l'Oise (35.000 élèves touchés) et le Morbihan (9.000). Une seule a fermé ses portes en Ile-de-France, à Louvres (Val-d'Oise).

bur-ach/rh/bma/mm

Afp le 05 mars 20 à 22 09.